



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

associations de jeunesse et d'éducation

Question écrite n° 76695

Texte de la question

M. Michel Pajon * souhaite attirer l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative sur l'avenir financier des associations de jeunesse et d'éducation populaire. Malgré les propos rassurants de M. le ministre, la réalité des mesures prises ou annoncée inquiètent le monde associatif : baisse des subventions publiques de 30 à 100 %, diminution des moyens mis à disposition pour la formation des bénévoles... Beaucoup de structures craignent de ne plus pouvoir assumer leur fonctionnement ou mener à bien leurs actions et certaines sont menacées de disparition faute de moyen, alors même que l'État avait pris des engagements dans le cadre de conventions pluriannuelles d'objectifs et d'action que le ministère ne respecte donc pas. Pourtant, tous les jours, ces associations agissent sur le terrain, mènent des projets souvent en lien avec les élus et les collectivités pour répondre à des besoins de formation, d'éducation, ou d'accompagnement de populations parfois modestes. Ainsi, ce désengagement amènera les collectivités territoriales à tenter d'atténuer les effets dévastateurs de la diminution des crédits en augmentant leurs participations financières aux réseaux associatifs, afin d'éviter des ruptures fortes dans la cohésion sociale de leurs territoires. Il lui demande donc quelles sont les mesures qu'entend prendre le Gouvernement pour satisfaire les demandes légitimes du monde associatif, notamment à l'heure où celui-ci est invité à développer l'emploi sous l'impulsion des mesures Borloo, et pour ne pas faire peser à terme sur les collectivités locales le poids des désengagements de l'État.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire a bien voulu faire part au ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative de l'inquiétude de responsables associatifs de son département, quant au montant des crédits alloués pour l'année 2005 aux réseaux nationaux de jeunesse et d'éducation populaire, et en particulier à la ligue de l'enseignement. Dans de précédentes réponses, le ministre avait apporté aux associations des éléments susceptibles d'apaiser leurs craintes. Il souhaite aujourd'hui compléter son propos par les informations suivantes : un montant de 7,5 milliards d'euros de crédits précédemment mis en réserve a été rendu disponible. Les associations se sont vues notifier par les services du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative (MJSVA), durant l'été, le montant de leur subvention 2005. Ces financements ont été accordés en privilégiant les actions qui s'inscrivent dans le cœur des politiques ministérielles en direction de la jeunesse et pour le soutien à l'éducation populaire. À ce propos, il convient de préciser que, sur la période 2004-2005, le MJSVA a versé près de 17 millions d'euros à plus de 200 associations de jeunesse et d'éducation populaire, et financé plus de 3 300 postes FONJEP pour un montant de 48 millions d'euros, soit un total de 65 millions d'euros sur deux ans. Les 70 associations membres du CNAJEP, qui représentent 15 % de l'ensemble des associations, agréées de jeunesse et d'éducation populaire ont pour leur part reçu 75 % de ces subventions budgétaires et 64 % de ces postes FONJEP. Les aides à la formation des bénévoles, aux études et à l'expérimentation, allouées dans le cadre du conseil de développement de la vie associative (CDVA) ont représenté sur la même période (2004-2005) 10 millions d'euros. Le soutien du ministère aux politiques éducatives territoriales s'est traduit, cette année encore, dans le cadre des contrats éducatifs locaux, par une aide publique de l'État de l'ordre de 30 millions d'euros, aide qui est allée directement, en grande partie, aux associations d'éducation

populaire. Enfin, le 8 novembre dernier, le Premier ministre a annoncé, lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation créée par les violences urbaines, un renforcement des crédits destinés aux associations à hauteur de 100 millions d'euros. Une part significative de ce montant viendra abonder les moyens attribués aux associations de jeunesse et d'éducation populaire actives dans les quartiers sensibles, notamment pour renforcer l'offre d'activités, développer la formation des bénévoles et favoriser la professionnalisation des animateurs. En ce qui concerne la subvention à la Ligue de l'enseignement, il convient de rappeler que cette aide représente moins de 1 % du budget de la Ligue, qui s'élève à près de 80 millions d'euros, dont 15 millions d'aides de l'État. La Ligue bénéficie actuellement de 339 postes FONJEP pour un montant de 2,5 millions d'euros. Par ailleurs, concernant l'aide à la formation des bénévoles décidée par le CDVA, la Ligue s'est vue dotée cette année de 191 000 euros, soit 7 % de l'enveloppe globale attribuée à l'ensemble des associations.

Données clés

Auteur : [M. Michel Pajon](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (13^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 76695

Rubrique : Jeunes

Ministère interrogé : jeunesse et sports

Ministère attributaire : jeunesse et sports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 octobre 2005, page 9886

Réponse publiée le : 13 décembre 2005, page 11606